

ST 49

Politique de l'alimentation et territoires, politique des territoires et alimentation

Politics of Food and Territories, Politics of Territories and Food

Responsables scientifiques :

Alexandre Fauquette (CERAPS (Centre de Recherches Politiques, Administratives et Sociales, Université de Lille, Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société Lille Nord de France)
alexandre.fauquette@meshs.fr

Christophe Gibout (Université du Littoral – Côte d'Opale, TVES / Territoires, Villes, Environnement & Société)
christophe.Gibout@univ-littoral.fr

L'alimentation demeure, à quelques exceptions près (Douillet, Faure, 2006) un objet relativement peu étudié sous l'angle de l'action publique locale et de l'aménagement urbain. D'un côté, le vaste champ de la sociologie de l'alimentation se concentre principalement sur les rapports que les individus ou les groupes sociaux entretiennent à l'acte alimentaire (Régnier, Lhuissier, Gojard, 2009), ou encore aux rapports sociaux que l'acte alimentaire génèrent entre eux. D'un autre côté, les travaux de sociologie politique dédiés aux politiques alimentaires se focalisent principalement sur le secteur agroalimentaire et/ou les mobilisations sociales autour des modes de production alternatifs. En revanche, peu de travaux prennent pour objet d'étude l'alimentation sous le prisme de la mise à l'agenda des politiques publiques locales et ses effets potentiels sur les territoires. Et ce alors même que l'alimentation a connu, après 1945, des évolutions majeures qui transforment les rapports aux territoires et que de plus en plus d'initiatives publiques émanent des autorités locales en Europe (Brand et al.2017) et dans le monde (Dale, 2017). Ce relatif manque d'intérêt porté à l'investissement local du politique dans l'alimentaire se comprend dans la mesure où les pratiques liées à l'agriculture urbaine ou à la souveraineté alimentaire ont souvent été présentées comme relevant de l'unique initiative de mouvements citoyens (Allen et al. 2003), renvoyant par là-même les autorités politiques au rôle d'opposants. Aussi, pour creuser le lien entre alimentation et action publique territoriale, 4 axes principaux sont proposés :

Le premier axe interpelle, à l'instar des approches cognitives de l'action publique, le rôle des croyances et systèmes de valeurs (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993) associée au localisme alimentaire dans l'élaboration des politiques publiques locale. L'appel à la reterritorialisation est-il partout le même, autrement dit renvoie-t-il à un même référentiel d'action publique qui s'oppose au référentiel productiviste dominant, ou prend-il des formes différenciées ou hybrides en fonction des contextes nationaux et surtout locaux dans lequel il s'applique ? Cet appel au localisme participe-t-il réellement d'une remise en cause du référentiel agricole et productiviste dominant ou ne renvoie-t-il qu'à des transformations cosmétiques (Faure et al.2010) de l'ordre établi ? Il s'agit également d'interroger la normalisation sous-jacente de l'investissement du politique dans l'alimentaire et ce qu'elle permet de mettre en lumière : est-ce une nouvelle forme d'hygiénisme et de biopouvoir ?

Le deuxième axe s'intéresse à l'alimentation sous l'angle de l'aménagement urbain. Plusieurs questionnements nous semblent ici pertinents : les politiques alimentaires territoriales sont-elles, au fond, des politiques d'aménagement urbain comme les autres ou révèlent-elles certaines spécificités ? Comment l'alimentation, en tant que sujet qui touche au plus près l'intimité des individus et leur rapport au corps se traduit-elle en matière d'aménagement de l'espace ? Comment sont pensés, par le politique et les aménageurs, les liens entre le corps humain et le corps urbain (Larchet, 2016) ? Ces deux derniers questionnements et, plus largement l'étude de l'acte alimentaire et sa prise en compte par le politique, nous invitent à creuser le champ de la sociologie de

l'inscription urbaine des pratiques ordinaires ou domestiques (Ferrant, 2015), trop peu étudié par la tradition bourdieusienne.

Le troisième axe questionne les formes de légitimité de l'intervention publique dans le domaine de l'alimentation et la mise à l'agenda politique local du fait alimentaire. Quelles sont les sources endogènes et exogènes aux scènes politiques locales qui permettent de comprendre le succès mondial de l'appel au localisme ? Comment comprendre que la thématique alimentaire, qui est traditionnellement perçue sous l'angle des politiques nationales ou européennes fonctionnant principalement sur des logiques corporatistes, soit réinvestie à ce point par le local alors qu'elle a plutôt été historiquement délaissée à cette échelle ? Comment comprendre, ça et là, la mise à l'agenda politique local de l'alimentation ? Quelles sont, finalement, les marges de manœuvre laissées au politique local dans des mouvements de territorialisation/déterritorialisation de la question alimentaire ? Le politique profite-t-il du succès de la relocalisation de la production alimentaire comme d'une fenêtre d'opportunité pour raffermir son pouvoir ?

Le quatrième axe interroge la sectorialisation/désectorialisation des politiques alimentaires territoriales. L'institutionnalisation de l'alimentation comme domaine d'action publique locale relève-t-elle d'une nouvelle sectorialisation de l'action publique alimentaire ou relève-t-elle davantage d'une réforme sociale plus générale essaimée en différentes politiques ? Les politiques alimentaires territoriales ne sont-elles pas, au fond, des politiques sanitaires et/ou sociales, voire des politiques de peuplement, qui n'en portent pas le nom ? Dès lors, quid du corporatisme traditionnel dominant et de son référentiel productiviste ? Comment se gère localement la tension entre, d'un côté, la promotion d'une alimentation alternative de qualité qui est, généralement, le fait de classes sociales favorisées et/ou sensibles au discours alternatif et, d'un autre côté, la problématique de l'intégration sociale, de la pauvreté urbaine et/ou encore celle de la justice alimentaire telle qu'elle est irriguée, aux Etats-Unis notamment, par les discours des tenants du food movement (Paddeu, 2012).

Food is, with a few exceptions (Douillet, Faure, 2006; Ernwein et Salomon-Cavin, 2014), a relatively understudied object through the lens of local policymaking and urban planning. On the one hand, the sociology of food focuses on the relations that individuals and social groups develop to food deeds (Régnier, Lhuissier, Gojard, 2009), as well as the social relations that food deeds generate between them. On the other hand, studies of food policies in political sociology primarily deal with the agrofood industry and the social movements around alternative modes of production. By contrast, few studies take as a research object food through the lens of agenda-setting in local public policy and its potential effects on territories. And so even as, since the end of WWII, food in industrialized countries has changed considerably, resulting in transformed relations to territories, and that more and more public initiatives stem from local authorities in Europe (Brand et al., 2017) and in the world (Dale, 2017). In fact, this relative lack of interest in the local involvement of politics in food can be understood to the extent that practices related to urban agriculture and food sovereignty have often been presented as pertaining to the sole initiative of citizen movements (Allen et al. 2003), hence putting political authorities to an opposing role. Based on this assessment, we propose 4 approaches:

The first approach questions, in line with cognitive approaches to public policy, the role of beliefs and value systems (Sabatier and Jenkins-Smith, 1993) associated to food localism in the elaboration of local public policy. To which value systems does this valorization of food localism pertain? To which alternative cognitive frames (Jobert, Muller, 1987) around food do they oppose (Bonnefoy and Brand, 2014)? Is this call to reterritorialization the same everywhere – in other words, does it refer to a similar public policy framing opposing the dominant productivist framing –, or does it take differentiated or hybrid forms across national and local contexts? Besides, does this call to localism really partake in a reconsideration of the dominant agricultural and productivist framing or does it only mean superficial transformations (Faure et al., 2010) of the established order? Beyond these classical questions, this approach also investigates the underlying naturalization of the involvement of politics in food and what it highlights: A new form of hygienics or biopower? A disqualification of the social in favor of an irenic conception of local public policy, valuing "healthy eating" and the "sense of community"? A depoliticization that is anything but one? A way to produce consent through cooperative plans?

The second approach studies food through the lens of urban and periurban planning, be it through the questions of the capacities of public planning, the social division of space, the organization of the spatial distribution of goods and services, as well as the classical question of urban gentrification. Several specific questions are relevant here: Do territorial food policies boil down to urban planning policies like others, or do they reveal particular issues? How is food a heuristic lens to analyze complex, conflicting processes of urban gentrification? How does food, as a topic that is close to individuals' intimacy and relationship to the body, relate to space planning? How are conceptualized, by politics and planning, the relations between the human body and the urban body (Larchet, 2016)? These two latter questions, and more broadly the study of food deeds and its consideration by politics, invite to investigate the field of the urban sociology of ordinary and domestic practices (Ferrant, 2015), barely studied by the Bourdieusian tradition. For this second approach, as well as for the other approaches, studies that go beyond the sole focus of urban agriculture are welcomed.

The third approach questions the forms of the legitimacy of public involvement in the realm of food, as well as food in local political agenda-setting. What are the endogenous and exogenous sources to local political settings that help understand the global success of the call to localism? Are we witnessing an uniformization of collective action repertoires related to this promotion of local food? Generally, how to understand that the topic of food, usually perceived through the lens of European and national policies, mostly working according to corporatist logics, is that reinvested by the local while having historically been neglected at this scale?¹ How to understand, here and there, food in local political agenda-setting? What is, eventually, the leeway given to local politics in the movements of territorialization/deterritorialization of the food question? Does politics benefit from the success of the relocalization of food production as a window of opportunity to reassert its power? Lastly, how to assess the effects of local action related to food and politics at larger scales? Sociohistorical and comparative approaches that allow to trace the local involvement of politics in the food sector and counterbalance the impression of a renewal are particularly welcomed.

The fourth approach investigates the sectorization/desectorization of territorial food policies. Does the institutionalization of food as a realm for local public policy belong to a sectorization of food public policy or does it rather belong to a broader social reform spreading into different policies? Aren't territorial food policies, essentially, sanitary and social policies, or even unrecognized population policies? If this is the case, what about the dominant traditional corporatism and its productivist framing? What is the local management of the tension between, on the one hand, the promotion of high-quality alternative food that is generally bound to advantaged social classes as well as residents sensitive to alternative discourses, and, on the other hand, problems of social integration, urban poverty, and food justice as promoted, particularly in the U.S.A., by food movement discourses (Paddeu, 2012)?

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun des responsables scientifiques de la ST avant le 12 décembre 2018.

Paper proposals must be sent by e-mail to each of the panel's conveners before December 12th, 2018.